

Résultats RICA 2013 Midi-Pyrénées - Analyse financière

L'année 2013 marque un tournant pour les cours mondiaux des céréales qui chutent après trois années haussières. Les exploitations de grandes cultures en sont les premières victimes. D'autant plus que leurs rendements sont affectés par les mauvaises conditions climatiques de la campagne. Les trésoreries s'assèchent, la valeur ajoutée et le revenu des ménages agricoles baissent fortement. En revanche, arboriculteurs et éleveurs de bovins lait ou viande bénéficient de cours plus rémunérateurs et de bons volumes de production. En 2014, malgré des rendements supérieurs à ceux de 2013, le maintien des cours mondiaux des céréales à un niveau bas minore les performances économiques des exploitations céréalières.

2013 : Retournement de situation

En 2013, la ferme de Midi-Pyrénées subit l'effondrement du prix des céréales, s'ajoutant à des rendements médiocres. Par contre, le prix du lait de vache est en hausse et on assiste à un raffermissement des cours des animaux de boucherie.

Les soldes intermédiaires de gestion baissent fortement : -31,5 % pour la valeur ajoutée, -24 % pour l'excédent brut d'exploitation (EBE) et -44 % pour le résultat courant avant impôt (RCAI). Les résultats en grandes cultures, élevages ovins lait et viande, polyculture et polyélevage contribuent à cette tendance générale.

L'évolution des trésoreries est en corrélation avec celle de l'EBE. Hormis pour les arboriculteurs, les éleveurs ovins lait et, dans une moindre mesure, les éleveurs bovins viande, le fonds de roulement diminue et couvre insuffisamment le besoin en financement du cycle d'exploitation. Le niveau de la trésorerie nette de la ferme régionale recule ainsi de 25 %.

Egalement en corrélation avec l'évolution négative de l'EBE, les capitaux propres diminuent de plus de 2 %.

Ces mauvais résultats économiques entraînent un refroidissement des investissements corporels (y compris foncier agricole). Ils reculent de 2 % et le taux d'endettement, à 33 %, augmente de deux points par rapport à 2012.

Résultats d'activité dégradés

Contrairement aux trois années précédentes, les résultats d'activité, mesurés par la capacité d'autofinancement, enregistrent un repli significatif. En 2013, ils baissent en moyenne de 25 % pour l'ensemble des exploitations régionales, avec des évolutions hétérogènes entre orientations. La dégradation de la capacité d'autofinancement concerne d'abord les céréaliers et les éleveurs d'ovins lait (respectivement -60 % et -27 %), suivis par les exploitations de polyculture et polyélevage (-21 %) et par les éleveurs d'ovins viande (-8 %). A l'opposé, les arboriculteurs enregistrent la plus forte hausse (+18 %). Les éleveurs de bovins viande tirent leur épingle du jeu avec une capacité d'autofinancement qui progresse de 3 %, ceux de bovins lait affichent, plus modestement, une augmentation de 2 %.

Faiblesses structurelles accentuées par des marchés fluctuants

L'année 2013 se caractérise par des conditions de marchés particulièrement dégradées pour les céréaliers et, dans une moindre mesure, pour les éleveurs d'ovins lait. La situation s'avère stable pour les éleveurs de bovins viande et meilleure pour les éleveurs de bovins lait et les arboriculteurs.

Tous les ratios sont en baisse par

Retour sur le contexte économique 2014

Début 2015, la trésorerie des exploitations agricoles de Midi-Pyrénées demeure fragilisée, la campagne agricole 2014 ayant été perturbée, notamment pour les exploitations spécialisées en grandes cultures (qualité hétérogène des blés). L'excédent brut d'exploitation est inférieur à la moyenne de 2009-2013 et, en corollaire, le montant des capitaux propres et la capacité d'autofinancement restent insuffisants. Le financement du cycle de production (besoin en fonds de roulement) n'est pas couvert par le fonds de roulement, constitué des ressources stables (capitaux permanents). En conséquence, le niveau des trésoreries est insuffisant pour assurer un bon flux financier. Cette baisse des performances économiques touche en premier lieu les céréaliers. Les polyculteurs et polyéleveurs, les éleveurs d'ovins lait et viande ne sont pas épargnés. Les éleveurs bovins lait et viande, qui ont connu une légère amélioration de leur revenu en 2013, sont de nouveau confrontés à des difficultés fin 2014 et début 2015 suite au repli des prix de la viande et du lait. Les arboriculteurs, qui présentent toutefois de fortes disparités de performance (selon l'espèce fruitière cultivée, selon la localisation des accidents climatiques...), ont bénéficié d'une bonne campagne 2014 en termes de prix.

rapport aux trois années précédentes et la relative médiocrité des performances économiques s'accroît en comparaison d'autres régions. Le taux de valeur ajoutée (rapport de la valeur ajoutée à la production) est inférieur de douze points à la moyenne française, mettant en exergue une moindre efficacité globale des consommations intermédiaires dans les exploitations agricoles de Midi-Pyrénées.

En grandes cultures, le taux de valeur ajoutée est de 14 %, quatorze points de moins qu'en région Centre. Ce "décrochage" d'efficacité des moyens de production des exploitations midi-pyrénéennes de grandes cultures s'accroît brutalement : l'écart était de dix points en 2009.

Pour les élevages de bovins viande de la région, le taux de valeur ajoutée est de 15 % en 2013, en progrès par rapport à 2012 et l'écart (sept points) avec les élevages de bovins viande de Bourgogne se réduit. Il était de treize points en 2012.

Seules les exploitations fruitières et les élevages d'ovins lait affichent un taux de valeur ajoutée supérieur à leur moyenne nationale. En arboriculture, la modernisation technique et commerciale des exploitations régionales est un des facteurs clé, principalement en ce qui concerne le verger de pommiers. En ovins lait, c'est la valorisation du lait de brebis destiné à la fabrication de Roquefort qui fait la différence.

La productivité du travail (valeur ajoutée par actif) des exploitations agricoles de Midi-Pyrénées est de 14 203 € par unité de travail annuel, très en deçà de la moyenne française (33 024 €).

Notamment, dans l'orientation grandes cultures, la valeur ajoutée par actif, à 9 568 €, est inférieure de 286 % au ratio national et de 260 % à celui de la région Centre.

Le rendement économique de l'ensemble des exploitations de Midi-Pyrénées (35 %) est pourtant équivalent à la moyenne française, les subventions d'exploitation expliquant ce "rattrapage". Elles représentent en effet 74 % de l'excédent brut contre 43 % à l'échelon national.

Une agriculture très dépendante des aides de la PAC

Les exploitations de Midi-Pyrénées dépendent fortement des subventions. Leur montant total représente 182 % du résultat courant avant impôts, beaucoup plus qu'en 2012 (94 %), et met en lumière la faiblesse des moyens de production de l'agriculture régionale. En moyenne nationale, cette proportion atteint 83 %. En 2013, les exploitations régionales ont perçu en moyenne 29 342 € d'aides, dont 8 619 € au titre du second pilier. Au niveau national, le montant moyen des aides versées par exploitation est de 30 506 € dont 8 561 € d'aides du second pilier.

La réforme qui se met en place en 2015 devrait se traduire par l'accroissement du niveau des aides à l'agriculture régionale, qu'il s'agisse du 1^{er} pilier grâce au mécanisme de convergence des droits à paiement de base ou du

2^e pilier au titre de la revalorisation de l'indemnité compensatoire de handicap naturel. Les systèmes extensifs de la région seront les grands bénéficiaires du rééquilibrage des aides entre élevages et grandes cultures.

Faiblesse des moyens de production

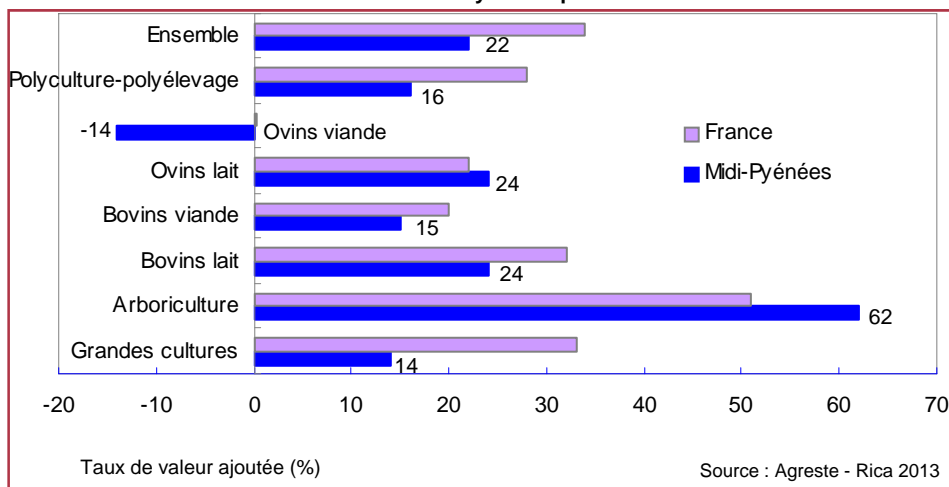
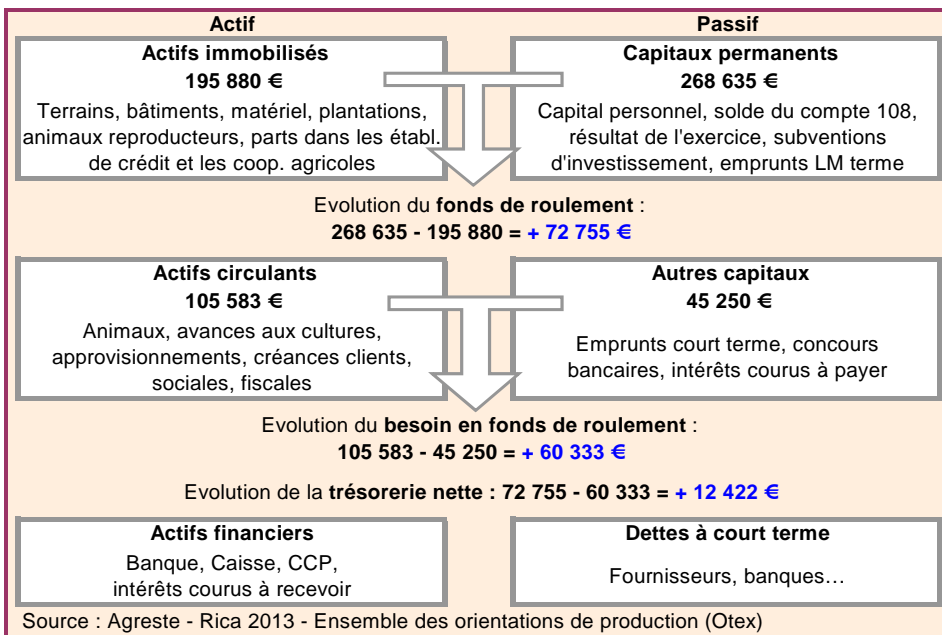
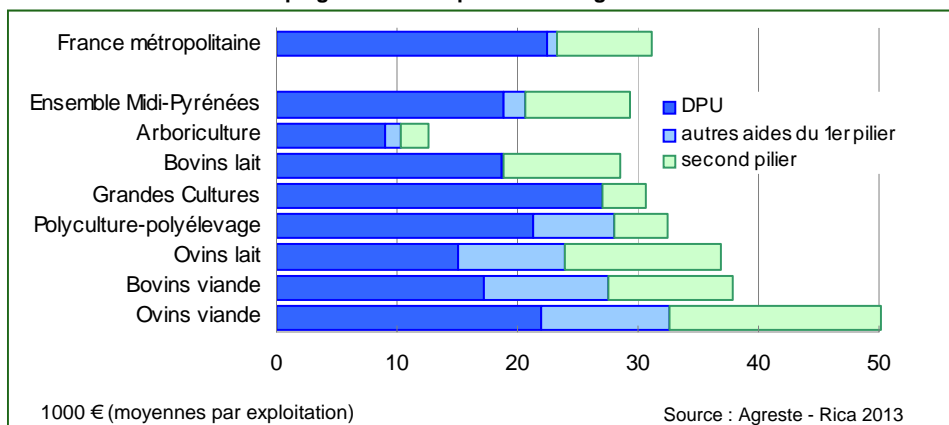


Tableau de financement 2013 des exploitations de Midi-Pyrénées (moyennes par exploitation)



Découplage des aides quasi total en grandes cultures



Céréales : inversion de tendance

En 2013, l'euphorie des trois années précédentes, entretenue par le niveau élevé des cours mondiaux des céréales et par de bons rendements, s'arrête brusquement. Désormais, le cours mondial des céréales s'inverse à la baisse et les mauvaises conditions météorologiques impactent négativement le potentiel des récoltes, tant en volume qu'en qualité. En conséquence, tous les indicateurs économiques des exploitations de grandes cultures affichent un fort repli. Le chiffre d'affaires baisse de 25 % et la valeur ajoutée de 76 %. L'EBE diminue de 59 % et les subventions d'exploitation accusent également un léger repli. La dégradation de ces fondamentaux provoque une diminution du niveau des capitaux propres (-12 %) ainsi que des capitaux permanents (-7 %) bien que l'encours des emprunts à long et moyen terme augmente de près de 12 %.

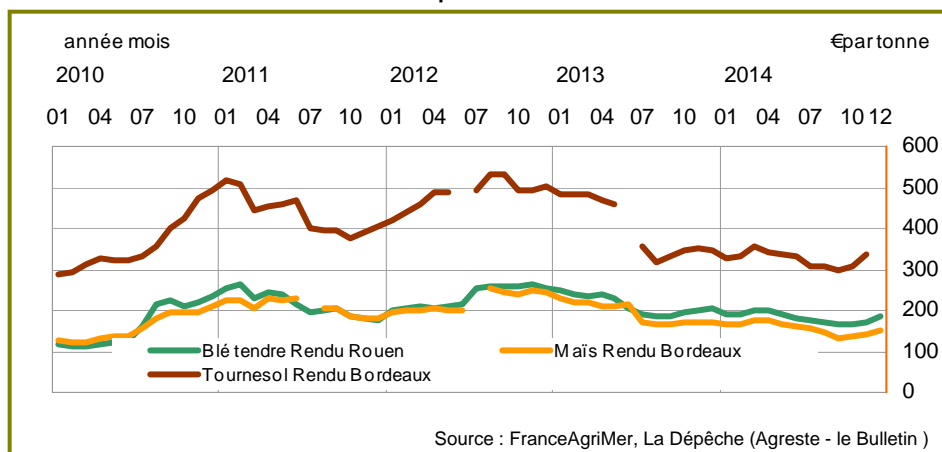
Ces évolutions se traduisent par l'affaissement du fonds de roulement qui ne couvre plus suffisamment le besoin en fonds de roulement. *In fine*, la trésorerie nette des céréaliers de Midi-Pyrénées régresse de 32 % (15 588 € en moyenne par exploitation). Comme la confiance s'est installée dans les filières grandes cultures, les exploitations spécialisées dans ces productions continuent d'investir en 2013. Les investissements corporels progressent de 9,5 %. Ainsi, l'acquisition de nouveau matériel et d'outillage s'élève en moyenne à 33 365 € par exploitation, en progression de 10 %. De même, avec un montant moyen de 2 675 € par exploitation, les coûts de création de nouveaux bâtiments augmentent de 32 %. D'ailleurs, pour la seconde année consécutive, les investissements couvrent le montant de la dotation aux amortissements et la tendance à la recapitalisation en biens corporels se confirme. Elle s'élève en moyenne à 3 167 € d'investissements corporels nets par exploitation.

Cependant ces exploitations doivent veiller à raisonner au mieux leurs investissements afin de préserver les trésoreries car, en 2014, les cours continuent de baisser et les conditions météorologiques perturbées nuisent à la qualité des récoltes de céréales à paille.

Fruits : la sérénité toujours d'actualité

La campagne fruitière 2013 est caractérisée par un retour à la normale des volumes de production de pomme, l'année 2012 ayant été particulièrement calamiteuse en la matière. De plus, les conditions de commercialisation se sont déroulées sans entrave particulière, ce qui a permis aux arboriculteurs de la vallée de la Garonne de bénéficier de cours rémunérateurs. En conséquence, les arboriculteurs enregistrent pour la quatrième année consécutive une progression et une consolidation de leurs

Des cours qui chutent en 2013



Source : FranceAgriMer, La Dépêche (Agreste - le Bulletin)

résultats économiques. Tous les soldes intermédiaires de gestion sont en forte hausse, et le résultat courant avant impôt par unité de travail annuel non salarié (ratio RCAI/UTANS) s'élève en moyenne à 48 400 €, en progression de 29 % par rapport à 2012. En Midi-Pyrénées, cet indicateur de performance économique place l'orientation de production arboriculture en tête, loin devant toutes les autres spécialisations. Les capitaux permanents progressent fortement et le taux d'endettement, à 37 %, est légèrement inférieur à celui de l'année 2012.

Le fonds de roulement s'accroît de 29 % et couvre le besoin en financement du cycle d'exploitation. *In fine*, la trésorerie nette des exploitations s'élève en moyenne à 35 910 €, stable par rapport à 2012 (35 961 €). Confortés par de bonnes performances économiques et des trésoreries solides, les arboriculteurs investissent en biens corporels, à hauteur de 49 511 € en moyenne par exploitation, contre 38 869 € en 2012. Aussi, le phénomène de décapitalisation s'inverse, les investissements couvrent désormais la dotation aux amortissements. La recapitalisation s'élève en moyenne à 6 494 € d'investissement net par exploitation.

Elevages bovins : La stabilité

Elevages de bovins viande

L'année 2012 s'était concrétisée par une embellie en ce qui concerne les résultats économiques de ce secteur d'activité. L'année 2013 confirme cette tendance. Pour la seconde année consécutive, la valeur ajoutée est multipliée par plus de deux : 11 000 € en 2013 contre 5 400 € en 2012. Bien que le montant des subventions d'exploitation baisse de 10,5 %, l'EBE continue à progresser de 3 %. *In fine*, les capitaux propres gagnent 5 %, le fonds de roulement permet d'élever le taux de couverture du financement du cycle d'exploitation, ce qui permet une amélioration du niveau des trésoreries d'environ 2 %.

Dans ce contexte de perspectives économiques plus favorables, la progression des investissements corporels se poursuit : en moyenne par

exploitation, ils passent de 11 393 € en 2012 à 17 723 € en 2013. Toutefois, tout cet effort étant absorbé par les dotations aux amortissements, le niveau d'investissement corporel net reste négatif. Ainsi, le phénomène de décapitalisation, bien que très ralenti, se poursuit. Il faudrait que les perspectives d'embellie se poursuivent les années suivantes pour redonner durablement espoir et confiance à ces éleveurs.

Elevages de bovins lait

En 2013, l'augmentation du prix du lait contribue à insuffler une lueur d'espoir auprès des producteurs et à atténuer la morosité dominante de 2012.

Tous les soldes intermédiaires de gestion (chiffre d'affaires, valeur ajoutée, EBE, résultat courant avant impôts) augmentent. Les capitaux propres diminuent de 3 % mais, contrairement à 2012, les éleveurs laitiers, rassurés par une perspective d'embellie, augmentent leurs prélèvements privés (+46 %). Cela entraîne une baisse du fonds de roulement (-6 %) alors que le besoin de financement du cycle d'exploitation progresse (+2 %) du fait, notamment, du renchérissement des aliments concentrés (+16 %). En conséquence, le niveau des trésoreries nettes diminue et s'établit en moyenne à 9 528 € par exploitation contre 15 522 € en 2012. Face à la fragilisation des trésoreries, il faudrait que le coup de pouce sur le prix du lait payé aux producteurs se poursuive en 2014, afin de reconstituer un bon niveau de trésorerie. Mais, à partir de l'automne 2014, le prix du lait payé aux producteurs se met à baisser et le phénomène perdure début 2015. Malgré tous ces aléas et incertitudes, les éleveurs de bovins lait continuent d'investir. L'investissement corporel est de 24 351 € par exploitation, en progression de 1 700 € par rapport à 2012. La décapitalisation en biens corporels se poursuit à -4 858 € par exploitation contre -2 872 € en 2012. Le taux d'endettement atteint 32 %, quatre points de plus qu'en 2012.

En 2015, la fin des quotas laitiers va définir un nouveau paradigme et il faut souhaiter que les éleveurs laitiers de la

région puissent développer des stratégies opérationnelles au sein d'un marché désormais largement ouvert à la concurrence.

Elevages ovins : Des interrogations

Elevages d'ovins lait

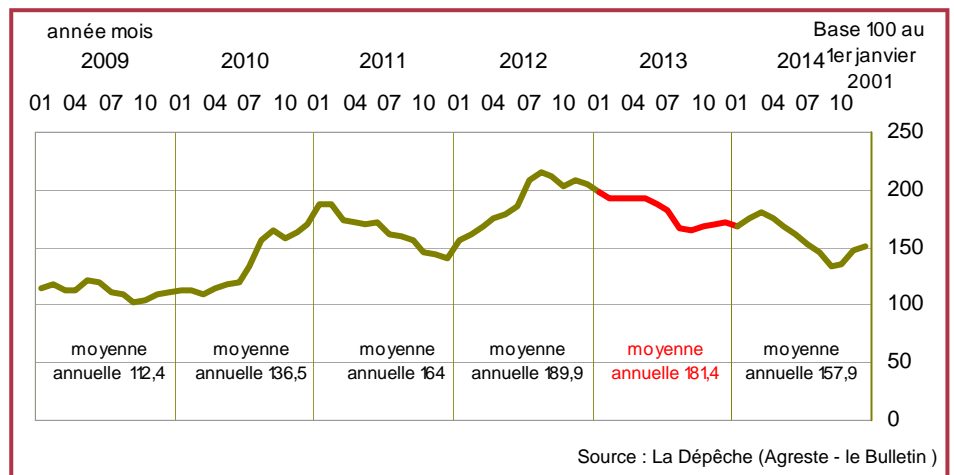
Pour les producteurs de lait de la zone Roquefort, l'environnement économique est moins favorable en 2013 qu'en 2012. La baisse des livraisons de lait de brebis à l'industrie (-5 %) couplée à une diminution de la transformation en Roquefort (-5,5 %) n'a pas été compensée par l'augmentation (+2 %) du prix du lait payé aux producteurs. Cela se traduit par une chute de 16,5 % du chiffre d'affaires des élevages ovins lait. La valeur ajoutée et l'EBE diminuent respectivement de 36 % et 26 %. En corollaire, le montant des capitaux propres baisse de 9 % et, par réflexe, les éleveurs diminuent drastiquement leurs prélèvements privés (-30 %). Malgré ces efforts, le fonds de roulement baisse de 16 %, moins rapidement cependant que le besoin de financement du cycle d'exploitation (-23 %). En effet, dans un climat d'incertitude économique, les éleveurs ont ajusté leurs charges d'approvisionnement à la baisse (-18 %). L'impact est positif sur l'état des trésoreries qui s'établissent en moyenne à 9 882 € par exploitation contre 6 986 € en 2012. Mais le contexte général d'incertitude est défavorable aux investissements corporels qui régressent de 8 % et le phénomène de décapitalisation se poursuit.

A l'instar des éleveurs de bovins viande, les éleveurs d'ovins lait auraient besoin d'un minimum de lisibilité sur l'avenir de leur filière afin d'asseoir un climat de confiance.

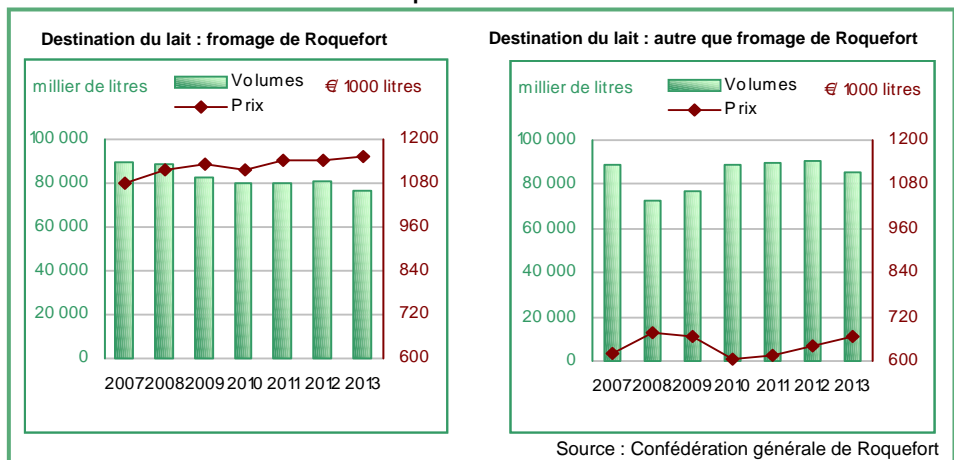
Elevages d'ovins viande

Contrairement à ceux d'ovins lait, les troupeaux d'ovins viande de Midi-Pyrénées sont majoritairement conduits de manière extensive, sans réelle maîtrise de la chaîne fourragère. Leurs performances économiques en sont régulièrement affectées. De même qu'en 2012, ces élevages ne tirent pas un réel bénéfice du bon niveau des cours 2013 des agneaux de boucherie. Bien que leur chiffre d'affaires augmente de 2 %, ce gain est totalement annihilé par l'augmentation des charges d'approvisionnement (+4 %), notamment le poste de l'alimentation du bétail (+4 %). Comme en 2012, la valeur ajoutée est négative et se dégrade encore. Seules les subventions d'exploitation permettent d'obtenir un EBE positif. Et, bien que ces dernières progressent de 8 % par rapport à 2012, le niveau de l'EBE diminue de 8 %. Le fonds de roulement ne permettant pas de répondre à l'intégralité du besoin de financement du cycle d'exploitation, la trésorerie nette se replie d'environ 26 %.

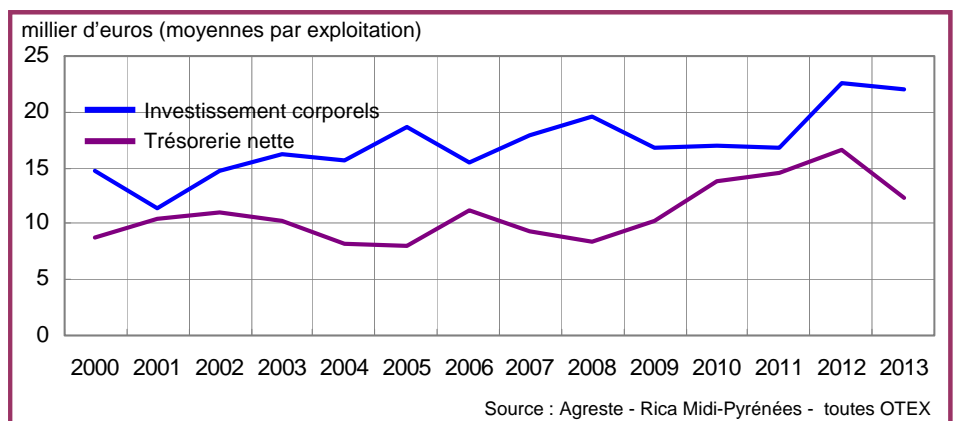
L'alimentation du bétail pèse moins lourd en 2013



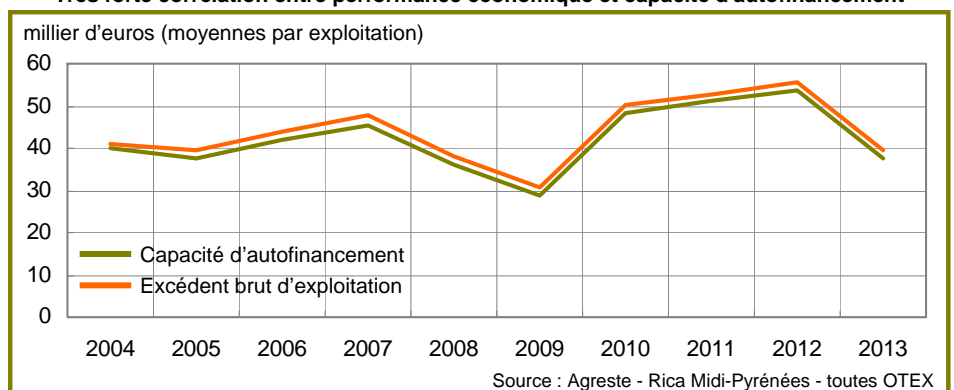
Producteurs de Roquefort mieux rémunérés en 2013



Des trésoreries en repli, et des investissements modérés



Très forte corrélation entre performance économique et capacité d'autofinancement



Moyennes par exploitation pour les principaux systèmes de production	France	toutes otex	Midi-Pyrénées						
	toutes otex		grandes cultures	fruits	bovins lait	bovins Viande	ovins - lait	ovins - viande	polyculture et polyélevage
Nombre d'exploitations de l'échantillon	7 293	481	138	33	40	59	45	34	57
Nombre d'exploitations représentées	301 480	25 174	5 662	708	1 873	4 169	1 909	1 446	3 145
Part de chaque catégorie (%)	///	100,0	22,5	2,8	7,4	16,6	7,6	5,7	12,5
Caractéristiques physiques									
Surface agricole utilisée (en hectares)	87,8	81,1	96,5	31,6	68,7	91,6	78,2	160,4	90,2
dont SAU en fermage	72,2	50,3	76,2	30,1	32,0	42,0	39,6	72,9	67,8
Surface en productions végétales	83,7	70,2	90,9	30,5	67,3	82,9	72,7	85,2	87,4
Surface fourragère principale	37,5	35,8	4,6	1,2	52,9	74,3	58,2	70,0	36,3
Effectifs animaux (UGB*)	87,4	57,7	2,9	0,1	75,7	94,6	64,3	117,5	56,2
Bovins (UGB*)	46,2	31,7	2,6	0,0	75,7	94,1	5,7	6,6	44,1
Ovins (UGB*)	3,8	13,6	0,2	0,0	0,0	0,4	57,3	110,8	3,2
Nombre d'UTA **	2,1	1,8	1,5	7,2	1,6	1,3	1,7	1,5	1,6
dont UTA non salariées	1,4	1,4	1,3	1,9	1,5	1,2	1,6	1,4	1,4
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)									
Fonds de roulement net	118,5	72,8	81,5	187,5	59,3	76,4	79,9	65,3	75,7
Capacité d'autofinancement	68,1	37,6	27,2	118,2	53,0	38,2	52,7	33,7	35,0
- Prélèvements privés	43,0	24,3	34,1	59,8	31,2	13,1	33,3	23,8	17,8
= Autofinancements	25,1	13,3	-6,9	58,4	21,8	25,1	19,4	9,9	17,2
Actif immobilisé	260,8	195,9	167,4	205,1	283,1	240,5	231,9	196,5	237,1
Actif circulant	174,4	105,6	120,4	254,3	95,1	101,0	110,9	88,3	116,0
dont stocks	104,4	49,2	47,1	27,3	48,3	58,5	38,9	38,5	64,0
Capitaux propres	255,6	203,3	185,3	238,6	258,7	268,4	214,2	196,5	232,4
Endettement total	181,1	98,9	103,5	173,3	121,1	73,6	134,6	90,1	122,2
Soldes intermédiaires de gestion (millier d'euros)									
Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)	203,0	113,4	104,8	347,2	155,0	72,2	112,5	67,4	122,6
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,4	0,1	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
- Charges d'approvisionnement	80,6	49,6	53,2	53,2	69,1	30,8	43,3	39,1	57,8
- Autres achats et charges externes (non compris fermages)	53,1	38,6	37,7	77,4	49,2	30,8	41,8	37,5	45,0
= Valeur ajoutée hors fermage	69,7	25,3	14,2	216,6	36,7	10,6	27,4	-9,2	19,9
+ Subventions d'exploitation et indemnités d'assurance	33,0	30,5	31,5	14,5	29,5	38,8	37,3	51,6	34,0
- Fermage	14,0	7,8	12,0	10,1	7,7	6,7	6,7	5,2	10,0
- Impôts	2,2	1,5	2,3	1,7	1,1	1,1	1,0	1,2	1,5
- Charges de personnel salarié	14,5	7,1	3,2	96,5	2,7	1,8	1,6	0,6	4,8
= Excédent brut d'exploitation	72,0	39,4	28,2	122,8	54,7	39,8	55,4	35,4	37,6
+ Transfert de charges et aut. produits	0,3	0,5	1,0	1,6	0,9	0,3	0,5	0,3	0,4
- Dotation aux amortissements	31,5	21,5	22,9	38,5	27,2	17,8	26,3	16,9	24,1
= Résultat d'exploitation	40,8	18,4	6,3	85,9	28,4	22,3	29,6	18,8	13,9
+ Produits financiers	0,7	0,5	0,8	1,3	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3
- Charges financières	5,2	2,7	2,8	4,9	3,1	2,2	3,3	2,3	3,4
= Résultat courant avant impôts (ou RCAI)	36,3	16,2	4,3	82,3	25,5	20,4	26,5	16,8	10,8
+ Profits et charges exceptionnels (cessions actifs-quote part subv. invest.)	6,9	4,5	5,6	7,1	5,3	4,9	5,9	5,4	4,1
= Résultat de l'exercice	43,2	20,7	9,9	89,4	30,8	25,3	32,4	22,2	14,9
Charges sociales de l'exploitant	13,2	7,6	8,7	11,7	8,5	5,5	8,9	6,5	7,7
Subventions (millier d'euros)									
Total Aides (premier et second pilier)	30,5	29,3	30,7	12,6	28,5	37,8	36,9	50,2	32,5
Dont premier pilier	21,9	20,7	27,1	10,2	18,8	27,4	24,0	32,7	28,0
Dont deuxième pilier	8,6	8,6	3,6	2,4	9,7	10,4	12,9	17,5	4,5
Dont DPU	27,0	18,8	28,1	9,0	18,9	17,3	15,1	22,0	21,4

Source : Agreste-Rica : Résultats définitifs 2013

* UGB : Unité gros bétail - 1 UGB équivaut à une vache laitière ; un ovine correspond à 0,15 UGB

** UTA : Unité de travail annuel - une UTA équivaut à la quantité de travail fournie par une personne occupée à plein temps

Le RICA

Le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables auprès d'environ 90 000 exploitations agricoles. Réalisé dans les vingt-sept Etats membres selon des définitions et des règles communes, il permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture. Cet échantillon représente 95 % du potentiel économique de l'agriculture européenne.

En France, l'échantillon observé en 2013 regroupe 7 293 exploitations. Le champ couvert correspond aux 301 480 exploitations dont la production brute standard (PBS) est supérieure ou égale à 25 000 €.

En Midi-Pyrénées, l'échantillon est de 481 exploitations, permettant de donner des résultats représentatifs pour les huit principaux systèmes de production. Il couvre un champ de 25 174 exploitations en 2013. Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant de 442 exploitations.

Lexique

Capacité d'autofinancement : résultat d'exploitation augmenté de la dotation aux amortissements.

Fonds de roulement : actifs stables - capitaux permanents

Besoin en fonds de roulement : stocks circulants + valeurs réalisables à court terme - dettes à court terme (sauf crédits de trésorerie bancaires)

Trésorerie nette : valeurs disponibles - crédits de trésorerie bancaires

Taux d'endettement : ratio de l'ensemble des dettes à court et moyen terme sur le passif total

Rendement économique brut : excédent brut d'exploitation / production de l'exercice (nette des achats d'animaux)

Aides à l'agriculture : le régime des aides à l'agriculture répond aux exigences des accords de Luxembourg sur la politique agricole commune (PAC). Ces derniers ont institué les droits à paiement unique (DPU) avec un découplage des aides liées à la production d'abord partiel puis, depuis 2010, quasi total. Ces accords introduisent aussi la notion de conditionnalité, les aides découplées étant versées à la condition que l'agriculteur respecte les bonnes conditions agricoles et environnementales ainsi que le bien-être animal. Les aides découplées et couplées relèvent du premier pilier, les aides prenant en compte le développement rural et la préservation de l'environnement relèvent du second pilier (ICHN, PHAE, MAE, aides à l'installation...)

ICHN : indemnité compensatoire des handicaps naturels

PHAE : prime herbagère agroenvironnementale

MAE : mesure agroenvironnementale

Pour en savoir plus :

RICA France : Résultats économiques des exploitations en 2013 et résultats prévisionnels pour 2014 – La baisse des prix pèse sur les résultats – Primeur n° 321 décembre 2014.

Résultats nationaux et régionaux 2013 : tableaux disponibles au SRISSET.

RICA France-Tableaux standards 2013 nationaux, Agreste Chiffres et données Agriculture n° 228 mars 2015.

Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr (rubriques : En région Midi-Pyrénées-Enquêtes-Données en ligne) – Résultats nationaux et régionaux

Site Internet des résultats européens du RICA : http://ec.europa.eu/agriculture/rica/index_fr.cfm



Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
Service régional de l'information statistique, économique et territoriale
Cité administrative - Bât. E
Bd Armand Duportal
31074 TOULOUSE cédex
Mél : donnees-agreste.draaf-midi-pyrenees@agriculture.gouv.fr
www.draaf.midi-pyrenees.agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Pascal AUGIER
Directeur de la publication : Vincent DARMUZEY
Rédactrice en chef : Dominique AYMARD
Rédaction : Serge LADOIS
Composition : Dany GAYRAUD
Dépôt légal : à parution ISSN n° 0246-1803